

Conception et réalisation de supports video pour la promotion des actions menées par des services de l'Université de Tours dans le cadre du pôle universitaire d'innovation Loire Valley Innov'

Cahier des clauses particulières (CCP)










Consultation n°

202508181728





SOMMAIRE

1.	DÉFINITIONS	3
2.	OBJET DU CONTRAT.....	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	4
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	5
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	6
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS	7
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	10
8.	LITIGE ET SANCTIONS	12
9.	FIN DU CONTRAT	13

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Conception et réalisation de supports video pour la promotion des actions menées par des services de l'Université de Tours dans le cadre du pôle universitaire d'innovation Loire Valley Innov'
	Acheteur	Université de Tours
	Type de contrat	Accord-cadre à marchés subséquents avec minimum et maximum mono-attributaire de services
	Structure	3 lots
	Lieu d'exécution	Région Centre
	Durée	3 ans
	Développement durable	Clause environnementale
	Pénalités de retard	$P = V \times R / 500$
	Nature des prix	Prix forfaitaires

1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en Procédure adaptée ouverte (Article R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Techniques de l'Information et de la Communication du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ **Objet de la prestation :**

Le contrat porte sur les prestations suivantes :

**Conception et réalisation de supports video pour la promotion des actions menées
par des services de l'Université de Tours dans le cadre du pôle universitaire d'innovation
Loire Valley Innov'**

L'université de Tours et ses partenaires ont été lauréats d'un aap France 2030, portant sur la création du projet Loire Valley Innov. Ce projet vise à faire de l'innovation un levier d'attractivité de la région Centre-Val de Loire, autour de 3 axes stratégiques : accompagner le transfert de technologie, renforcer l'émergence d'entreprises innovantes et de start-up, renforcer les liens avec les acteurs du monde socioéconomique.

Les publics cibles sont les doctorants, jeunes chercheurs, enseignants chercheurs, personnels de recherche des partenaires du Pui Loire Valley Innov, soit : Université de Tours, Université d'Orléans, Insa Centre Val de Loire, CHRU Tours, CHRU Orléans, BRGM, CNRS, INRAE, INSERM, et les opérateurs du PUI.

Le besoin est de promouvoir les actions menées dans le cadre de Loire Valley Innov' et d'accroître la visibilité des acteurs de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation en Région Centre-Val de Loire à l'aide de supports vidéos.

■ **Lieu d'exécution :**

Les prestations de vidéos de tournage s'exécutent sur le territoire régional, majoritairement à Tours et Orléans mais pourront avoir lieu également dans d'autres villes de la région Centre-Val de Loire comme, par exemple et de manière non exhaustive, Nouzilly, Blois, Bourges, Chartres, Châteauroux ou Vendôme.

■ Pièces contractuelles :

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières éventuelles ;
- le présent document et ses annexes éventuelles ;
- le CCAG Techniques de l'Information et de la Communication TIC (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Université de Tours**, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, représentée par son Président.

Adresse et coordonnées :

C-VALO

Université de Tours

60 rue du Plat D'Etain, BP 12050

37020 Tours Cedex 1

Téléphone : 02 47 36 66 00

Courriel : commande-publique@univ-tours.fr

SIRET : 19370800500478

Site internet : www.univ-tours.fr

■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations sont décomposées comme suit en **3 lots**.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est à **marchés subséquents sans minimum et avec maximum** mono-attributaire en application des articles R2162-2, R2162-4 1° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Type	Objet
Consultation	Conception et réalisation de supports video pour la promotion des actions menées par des services de l'Université de Tours dans le cadre du pôle universitaire d'innovation Loire Valley Innov'
Lot 1	Réalisation de vidéos de type "portrait" - montant maximum 10 000,00 € HT

Type	Objet
Lot 2	Réalisation de vidéos de type "projet" - montant maximum 36 000,00 € HT
Lot 3	Réalisation de motion design - montant maximum 15 000,00 € HT

■ Conclusion des marchés subséquents

A l'apparition d'un besoin, l'Université de Tours communiquera un descriptif au titulaire lui permettant de répondre sous la forme d'un devis éventuellement complété d'autres documents (calendrier de réalisation par exemple) contenant les éléments techniques nécessaires à la satisfaction des besoins.

■ Présentation des bons de commande :

Les prestations à réaliser font l'objet de marchés subséquents prenant la forme de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maxima de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont : le Président, le Directeur général des services et ses adjoints, les responsables des services C-VaLo et PEPITE

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ Durée globale du contrat :

Le contrat est conclu pour une durée de **3 ans** à compter de la notification du contrat.

■ Calendrier d'exécution :

Sans que ces données aient valeur contractuelle, les estimations de besoins de l'Université sont actuellement les suivantes :

- 1ère année : 4 vidéos portrait, 4 vidéos projets et 4 motion design
- 2ème année : 4 vidéos portrait, 8 vidéos projets et 3 motion design
- 3ème année : 5 vidéos portrait, 8 vidéos projets et 0 motion design

■ Délai de réponse pour l'attribution d'un marché subséquent

A l'apparition d'un nouveau besoin, l'Université établira un projet de marché subséquent et une lettre de consultation qui seront communiqués au titulaire de l'accord-cadre concerné. Le délai de réponse sera fixé pour chaque consultation sans être inférieur à 7 jours ouvrés.

■ Délai des bons de commande :

Le délai d'exécution des prestations est fixé pour chaque bon de commande. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser.

Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

■ **Délais de remise des documents après exécution :**

A l'issue de l'exécution des prestations de chaque marché subséquent, le titulaire remettra les livrables dans les conditions définies dans le marché.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ **Nature des prix :**

Les prix des marchés subséquents sont **forfaitaires**.

■ **Variation des prix :**

Les prix liés à l'exécution du contrat sont **fermes**. Ils sont fixés à la conclusion de chaque marché subséquent.

■ **Contenu des prix :**

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2. Conditions de paiement

■ **Avance :**

Il n'est pas prévu d'avance.

■ **Paiement des membres du groupement :**

En cas de groupement solidaire et en application de l'article 12.1.2 du CCAG, le paiement est effectué sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement solidaire ou du mandataire.

■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

■ **Périodicité des paiements :**

Si le délai d'exécution d'un bon de commande est supérieur à 1 mois, le Titulaire pourra demander le versement d'acompte mensuel sur la base d'un tantième du montant de la commande.

■ **Régime des paiements :**

Les prestations du contrat sont réglées par acompte (articles R2191-20 et suivants du Code de la commande publique).

■ **Remise des demandes de paiement :**

Université de Tours
SFACT Service facturier
60 rue du Plat d'Etain
37020 Tours cedex
Téléphone : 02 47 36 64 35
Courriel : sfact-marches@univ-tours.fr
Site internet : <https://chorus-pro.gouv.fr>

■ **Délai de paiement :**

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Description des prestations attendues

Le besoin est de promouvoir les actions menées dans le cadre de Loire Valley Innov' et d'accroître la visibilité des acteurs de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation en Région Centre-Val de Loire à l'aide de supports vidéos.

■ **Lot 1 & 2 : Réalisation de vidéos**

Dans le cadre des différents axes du Programme Loire Valley Innov', spécifiés dans l'article 2 - Contexte des prestations, l'université de Tours, pour le compte de l'ensemble des fondateurs du consortium, souhaite promouvoir les événements et actions mises en place sur différents supports de diffusion.

Sur l'ensemble des axes, le marché concerne la pré-production, production et post production de vidéos de tournage d'interview de participants, de porteurs de projets innovants, de lauréats pour générer des vidéos type « portrait / projet ». Il pourra également concerner des interviews de participants et des vues intercalaires de contexte et d'illustration lors de journées de formation ou d'événements organisés dans le cadre du Programme identifiés type « formation / événement ».

Les droits sont cédés à l'Université de Tours, dans les conditions de l'article 9 du présent document, pour ensuite permettre une diffusion des vidéos sur l'ensemble des canaux utilisés par les fondateurs du consortium du Programme Loire Valley Innov', ainsi que ses partenaires : YouTube, LinkedIn, X, site web. Ces vidéos ont également pour but d'être diffusées par les personnes interviewées et les tutelles de leur(s) laboratoire(s).

Les vidéos devront inclure sous-titres et logos nécessaires à l'identification des établissements porteurs des actions, fondateurs ou partenaires, des personnes interviewées, ainsi que des financeurs du Programme. Ces éléments seront précisés, au cas par cas, en fonction de chaque demande.

2 types de vidéos sont ainsi envisagées :

Lot 1 :

Les vidéos type « portrait » (par exemple chercheur, enseignant chercheur, doctorant ...) permettent de mettre en avant les entrepreneurs et / ou porteurs de projets pour diffusion diffusée sur les réseaux sociaux des membres du PUI pour mettre les mettre en avant, donner de la visibilité à leurs projets, et donner envie à d'autres de se lancer. Le tournage devra inclure l'interview des porteurs de projets et un temps de cadrage préalable avec le demandeur pour préparer les questions à poser et le ton à donner à la vidéo et les visuels (logos et textes à inclure). Le demandeur fournira les logos, et s'occupera de la prise de rdv avec les personnes à interviewer. Selon les besoins, les vidéos pourront inclure des cartons, vignettes, de la musique, du texte et du sous titrage selon les besoins.

Les vidéos montées devront faire en moyenne 1'30 min, avec des durées comprises entre 30" et 2,00.

Des exemples sont disponibles via les liens suivants :

- <https://www.youtube.com/watch?v=fHsBn0F6B4U>
- <https://www.youtube.com/watch?v=ZMwIWZeMpFw&t=27s>
- <https://www.youtube.com/watch?v=zVxsY3Uno8s&list=PL45cEew-RR0F9lnxP230D1a54Ary7LfV-&index=13>

Lot 2 :

Les vidéos type « projet » devront comporter une présentation du ou des chercheurs (2 maximum) et/ou porteurs du projet innovant, une présentation synthétique des résultats de recherches et l'objet de l'innovation mise en oeuvre, les marchés impactés, le programme de maturation (développement) envisagé ou la présentation de la Start-up envisagée, les étapes de structuration et de maturation à venir, ainsi que l'accompagnement du projet par les fondateurs et partenaires du Programme Loire Valley Innov'.

Des exemples des vidéos déjà réalisées sont présentées sur le site www.c-valo.fr :

- <https://www.youtube.com/watch?v=OrhmNkGcm44>
- <https://www.youtube.com/watch?v=3bCaIn9B9ZM>

Les vidéos montées devront faire en moyenne 2'30 min, avec des durées comprises entre 1'30" et 3'30.

Elles devront être dynamiques et prévoir d'intercaler des vues de contextes et des vues d'illustration.

■ Lot 3 : Réalisation de motion design

Dans le cadre des différents axes du Programme Loire Valley Innov', spécifiés dans l'article 2 - Contexte des prestations, l'Université de Tours, pour le compte de l'ensemble des fondateurs du consortium, souhaite promouvoir des dispositifs ou des actions spécifiques. Afin d'alimenter différents supports de diffusion, le marché concerne la réalisation de vidéos d'animation « type motion design ».

Les vidéos feront entre 30 secondes et 2 minutes. On peut donner, en exemple, l'actualisation de la présentation suivante <https://www.youtube.com/watch?v=buRibZRPzLA>, la présentation de Pépite <https://www.pepite-centre.fr/#pepите-cv1> ou d'autres productions issues d'autres territoires <https://www.youtube.com/watch?v=pwjJKtG0Js8>.

6.2. Conditions de réalisation des prestations

■ Conditions de réalisation des prestations :

Les prestations doivent être réalisées dans les conditions décrites dans le présent document, la note méthodologique du Titulaire ainsi que les documents élaborés pour la conclusion de chaque marché subséquent.

■ Transfert des droits patrimoniaux :

Pour les prestations qui seraient soumises au Code de la propriété intellectuelle, l'acheteur bénéficie du transfert des droits de représentation et distribution.

- représentation : communication de l'œuvre au public par tout procédé.

Ces droits sont transférés dans les conditions indiquées ci-dessous :

Durée : pendant la durée des projets objet des vidéos et 10 ans après ;

Lieu : partout dans le monde ;

Média : tout type de support de communication physique ou numérique (y compris réseaux sociaux), existant ou non à ce jour.

6.3. Vérification des prestations

■ Opérations de vérification de l'étude :

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le contrat, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le contrat comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Les matières et objets nécessaires aux essais sont prélevés par l'acheteur public sur les livraisons réalisées au titre du contrat.

Par dérogation à l'article 33 du CCAG TIC, l'acheteur dispose d'un délai de 1 mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

■ Personnes en charge des vérifications des prestations :

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire sont les suivantes : Le responsable du service ayant passé le marché subséquent.

6.4. Développement durable

■ Clause environnementale :

Le contrat prévoit des obligations en matière de développement durable en tant que conditions d'exécution des prestations.

Ces obligations sont les suivantes : le titulaire s'engage au respect des prescriptions législatives et réglementaires applicables en la matière. Il met en œuvre les moyens organisationnels et techniques pour réaliser les prestations tout en répondant aux objectifs de réduction des impacts environnementaux (consommation d'énergie / consommation CO2...) et/ou en garantissant leur compensation.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations.

6.5. Autres stipulations

■ Clause de réexamen et modifications du contrat :

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation du titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

En cas de cessation d'activité, cession de contrat, décès, difficultés techniques ou financières empêchant la mise en œuvre des obligations contractuelles, le titulaire ou son représentant légal peut proposer à l'acheteur un nouveau titulaire pour le remplacer.

L'acheteur vérifie que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et apprécie ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire. A l'issue de cet examen, l'acheteur accepte ou refuse la substitution. En cas de refus le contrat est résilié sans indemnisation.

Cette même possibilité est offerte à chacun des membres en cas de groupement, après accord de l'ensemble des cocontractants, en cas de substitution d'un membre ou recomposition des responsabilités entre les membres du groupement. En cas de refus de l'acheteur ou de désaccord entre les membres du groupement, l'acheteur résilie totalement ou partiellement le contrat et sans indemnisation.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. Obligations courantes du titulaire

■ Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages, de toute nature, causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages, de toute nature, causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

7.2. Obligations liées à la sécurité

■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire s'engage notamment à ne diffuser aucun document échangé dans le cadre de cette mise en concurrence et de la prestation associée sans l'accord de l'Université de Tours.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance du titulaire.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution	<p>En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat le titulaire encourt les pénalités pour retard calculées au moyen de la formule $P = V \times R / 500$.</p> <p>Avec :</p> <p>P : montant de la pénalité V : valeur HT de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable R : nombre de jours calendaires de retard</p> <p>En cas de retard constaté dans les délais d'exécution des prestations, l'acheteur invite le titulaire à présenter ses observations. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse probante du titulaire, les pénalités pour retard sont appliquées.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, aucun montant plafond spécifique de pénalité pour retard n'est prévu au contrat.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.</p>
Pénalité pour absence de	Une pénalité de 500,00€ sera appliquée sans autre formalité.

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
remise d'offre dans le délai fixé dans la lettre de commande	En cas de 3 absences de réponse, l'Université de Tours pourra résilier l'accord-cadre avec ce titulaire
Pénalité pour comportement inapproprié	Les salariés intervenant pour le compte du titulaire et ses sous-traitants qui ne se conformeront pas aux règlements intérieurs des lieux dans lesquels ils seront amenés à intervenir dans le cadre de l'exécution de ce contrat encouront une pénalité de 100,00€ par manquement constaté.
Pénalité pour tout manquement aux autres obligations contractuelles	Une pénalité de 100€ par manquement aux obligations contractuelles constatées sera appliquée.

8.2. Autres stipulations

■ Règlement des différends :

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 39.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif d'Orléans
28 rue de la Bretonnerie
45057 Orléans Cedex 1
Téléphone : 02 38 77 59 00
Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

9. FIN DU CONTRAT

■ Utilisation des résultats de l'étude :

Conformément à l'article 46 du CCAG TIC, les résultats obtenus dans le cadre de l'étude font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit de l'acheteur. Le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins y compris à des fins commerciales.

Toutefois une cession à titre exclusif est appliquée aux aspects de l'étude qui portent sur l'identité de l'acheteur, la promotion de ses missions de services publics et sur des données confidentielles.

■ **Garantie :**

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie.

Liste des dérogations au CCAG TIC :

La rubrique *Opérations de vérification de l'étude* de l'article 6 du contrat déroge à l'article 33 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - plafonnement des montants (à commandes)* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14 du CCAG

La rubrique *Délai de garantie* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 36 du CCAG



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[CCAG Techniques de l'Information et de la Communication du 30 mars 2021](#)